

ENTREPRISES

Abengoa: La facture salée d'une faillite pour le Maroc

• L'ONEE n'a pas encore été «officiellement saisi» de la situation du groupe espagnol

• 2 options sur Aïn Beni Mathar: reprise de l'activité par l'Office ou trouver un nouvel opérateur

• Plus de 115 millions d'euros: le niveau d'exposition des banques marocaines



Avec une production de 3.500 GWh fournie au réseau électrique interconnecté, la centrale thermo-solaire d'Aïn Beni Mathar est la 1re du genre sur le continent (Ph. Abengoa)

ANNONCÉ au bord de la faillite, avec une ardoise de dette colossale estimée à près de 9 milliards d'euros (Voir encadré), le sort des projets du groupe espagnol Abengoa sur le marché marocain demeure incertain. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), le principal client d'Abengoa au Maroc, n'était pas encore «officiel-

lement saisi» sur la situation financière de l'industriel à l'heure où nous mettons sous presse. Mais le pire est à envisager sur les actifs de l'industriel espagnol au Maroc, si le dépôt de bilan se confirme. Le groupe détient en effet le contrat d'exploitation et de maintenance de la centrale thermo-solaire à cycle combiné de Aïn Beni Mathar (470 MW), dans la région de l'Oriental. Un

engagement qui vient d'ailleurs d'être renouvelé, en début de ce mois, pour les cinq prochaines années pour un montant de 679 millions de DH. Chez l'Office, deux solutions seraient envisageables. «La maintenance est un contrat à part. Il ne peut y avoir que deux solutions: soit nous récupérons totalement l'exploitation et la maintenance du site, soit nous relançons l'appel d'offres pour faire appel à une nouvelle entité », explique une source proche du dossier. «Pendant ce temps, de toute façon, nous continuerons à assurer l'exploitation du site par nos propres moyens, le temps de trouver un repreneur», précise la même source. Ce qu'il faut retenir, c'est que la centrale restera

tiques à venir dans le Royaume «Dans ce secteur, il est important d'avoir de grandes compétitions pour tirer les coûts vers le bas comme ce qui s'est passé sur les centrales solaires de Masen. Si Abengoa disparaît, ce sera un groupe de moins dans cette compétition», explique un cadre à l'ONEE. Et d'ajouter que les autorités marocaines du secteur voyaient déjà d'un mauvais œil les rumeurs qui circulaient sur un éventuel rapprochement entre Acciona et Abengoa. «De toute façon, je ne pense pas que les autorités espagnoles ou européennes laissent Abengoa aller vers la faillite. Cela aurait des conséquences dévastatrices, notamment en Espagne», commente un expert du secteur.

Abengoa au Maroc, c'est aussi plusieurs engagements financiers. En contribuant au financement de certaines opérations du groupe au Maroc et dans le continent, quatre banques marocaines se situeraient à divers niveaux d'exposition dans les dettes du groupe espagnol. A travers différents types d'opérations, le cumul des engagements dépasserait de peu la barre des 115 millions d'euros (près de 1,2 milliard de DH). Le gros des créances serait détenu par le groupe BMCE Bank of Africa, avec près de 80 millions d'euros (au Maroc et au Kenya). Elle serait suivie par la Banque centrale populaire (BCP) pour 25 millions d'euros, 10 millions d'euros pour Attijariwafa bank, ainsi qu'1 million d'euros pour

Plus de 25.000 emplois en jeu

VENDREDI 27 novembre dernier, le directeur général d'Abengoa, Santiago Seage, a annoncé avoir déposé sa démission. Cette décision intervient deux jours après que la société espagnole ait confirmé le lancement d'une procédure de faillite. L'industriel s'est subitement retrouvé dans cette situation après que le groupe espagnol Gonvarri, filiale de l'équipementier automobile Gestamp, ait renoncé à prendre 28% du capital d'Abengoa, contrairement à ce qui était convenu il y a quelques semaines. Déjà sous le coup d'une dette brute de près de 9 milliards d'euros, l'industriel espagnol n'avait plus le choix. Il a annoncé, mercredi 25 novembre, se trouver en situation de pré-dépôt de bilan. □

fonctionnelle, quels qu'en soient le prix et les scénarii possibles. Le site est hautement stratégique. Aïn Beni Mathar assure 10% de la consommation électrique du pays.

Le groupe espagnol est aussi engagé dans la construction d'une usine de dessalement d'eau dans la région d'Agadir (100.000 m³/jour d'eau potable), pour un investissement global de 82 millions d'euros, en partenariat avec InfraMaroc, filiale de la Caisse de dépôt et de gestion (50% du financement). «La situation du groupe espagnol couvrait depuis plusieurs mois», confie un membre du directoire de Masen. Abengoa était d'ailleurs candidat au développement des programmes solaires de l'agence, sans grand succès.

Par ailleurs la disparition d'un géant de l'envergure d'Abengoa du marché mondial soulèverait des appréhensions sur le coût de développement des projets énergé-

le compte de la Banque marocaine du commerce et de l'industrie (BMCI). A l'heure où nous mettons sous presse, ces chiffres étaient en cours de vérification auprès de chacune des banques concernées. Seule la BCP a réagi jusque-là. Avec Inabensa Maroc, filiale locale du groupe Abengoa, la banque a «mis en place une autorisation globale d'un montant de 270 millions de DH, dont 200 millions en factoring utilisés à ce jour à hauteur de 25%, sur de très bonnes signatures». Cette opération serait certainement liée au projet de la station de dessalement d'eau d'Agadir, un projet quasiment bouclé et qui devrait être opérationnel dès début 2017. La facture de la faillite sera salée si tout cela se confirme... □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com